

CORRESPONDANCE RESSOURCES CONSEIL CONSTITUTIONNEL

THEMATIQUES D'ENSEIGNEMENT

Ce tableau de correspondance reprend les trois développements de la partie « Construire une culture constitutionnelle commune » et les sept entrées d'enseignement retenues. Chaque entrée est divisée en thèmes auxquels correspondent des ressources constitutionnelles, les enseignements concernés et les propositions pédagogiques proposées dans la partie « Mettre en œuvre l'étude de la Constitution dans les enseignements ». Ces correspondances sont appelées à évoluer.

QU'EST-CE QUE LA CONSTITUTION ?

LE CONCEPT DE CONSTITUTION

Thèmes	Ressources constitutionnelles	Enseignements possibles	Propositions pédagogiques
Définition	<p>Article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».</p> <p>-La Constitution a pour objet la société. Voir, par exemple, les décisions QPC relatives au « délit de solidarité » : -Décision n° 2018 717/718 QPC du 6 juillet 2018 <i>Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger.</i> Communiqué de presse</p> <p>-Il s'agirait d'insister sur la conciliation entre la protection de l'ordre public et la liberté d'aider autrui à des fins humanitaires en insistant bien sur le fait que la décision, si elle consacre le principe de fraternité, ne « désarme » pas l'État pour régir l'entrée sur le territoire, au contentieux constitutionnel de l'état d'urgence et à l'interdiction de l'exportation de pesticides : -Décision n° 2019-823 QPC du 31 janvier 2020, <i>Interdiction de production, stockage et circulation de certains produits phytopharmaceutiques.</i> Communiqué de presse</p>	<p>-Philosophie Terminale -Histoire 2nde</p>	<p>Séquence philosophie (Terminale) La constitution : le fondement des institutions</p>

<p>Hiéarchie des normes / suprématie de la Constitution dans l'ordre juridique interne</p>	<p>-Décision n° 2004-505 DC du 29 juin 2004. <u>Traité établissant une constitution pour l'Europe.</u> Par cette décision, le Conseil rappelle que la Constitution « se situe au sommet de l'ordre juridique interne ». En outre, cette décision permet d'illustrer le « dialogue des juges » : l'un des visas rapporte l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme n° 4774/98 (affaire Leyla Sahin c. Turquie). Communiqué de presse</p> <p>-Décision n° 2013-314P QPC du 4 avril 2013. <i>Absence de recours en cas d'extension des effets du mandat d'arrêt européen - question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne</i> Pour la première fois, le Conseil pose une question préjudicielle à la CJUE. Ainsi, « le renvoi préjudiciel opéré par le Conseil est pleinement intégré au contrôle de constitutionnalité ». Voir Anne Levade, « Anatomie d'une première : renvoi préjudiciel du Conseil constitutionnel à la Cour de justice ! », <i>JCP G</i>, 2013, n° 23, 649.</p>	<p>-EMC (cycle 4, Terminale générale et technologique) -DGEMC (Terminale) -Droit et économie (1^{ère} STMG) -Economie-droit (lycée professionnel)</p>	
<p>Écriture et révision</p>	<p>L'écriture de la Constitution</p> <p>-En France : aperçu historique (notamment, le moment fondateur du serment du « <i>Jeu de Paume</i> ») ; importance du moment constituant de 1958 (les raisons de l'écriture d'une nouvelle Constitution ; la « <i>pré-Constitution</i> » du 3 juin 1958 ; l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958). -A travers l'exemple tunisien : les révolutions arabes, l'importance de l'écriture d'une nouvelle Constitution pour une société qui se « <i>re-constitue</i> ».</p> <p>La révision de la Constitution</p> <p>-Pourquoi réviser ? « <i>Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures</i> » : art. 28 de la DDHC qui précède la Constitution de 1793. <i>Les limites à la révision de la Constitution</i> -Décision n° 92-312 DC du 2 septembre 1992. <u>Traité sur l'Union européenne</u> <i>L'absence de contrôle des révisions constitutionnelles par le Conseil constitutionnel :</i> -Décision n° 62-20 DC du 6 novembre 1962. <u>Loi relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, adoptée par le référendum du 28 octobre 1962</u>, cons. 5. -Décision n° 2003-469 DC du 26 mars 2003. <u>Révision constitutionnelle relative à l'organisation décentralisée de la République</u>, Communiqué de presse Décision n° 2005-524/525 DC du 13 Octobre 2005. <u>Engagements internationaux relatifs à l'abolition de la peine de mort</u> en lien avec l'article 66-1 et la révision de 2007.</p>	<p>-Histoire (3^e, 2nde et Terminale) -Histoire des Arts (cycle 4, 1^{ère} et Terminale générale) -Philosophie (Terminale) -DGEMC (Terminale) -Droit et économie (1^{ère} STMG) -Economie-droit (lycée professionnel)</p>	<p>Séquence philosophie (Terminale) Constitutionnalité et puissance d'interpréter.</p>

LA CONSTITUTION DE 1958, LA SOUVERAINETE ET L'ORGANISATION DES POUVOIRS

SOUVERAINETE ET ORGANISATION DES POUVOIRS

Thèmes	Ressources constitutionnelles	Enseignements possibles	Propositions pédagogiques envisagées
Exercice de la souveraineté (élections ; référendums)	<p>L'expression de la souveraineté par les représentants. Illustrations jurisprudentielles</p> <p>-Décision n° 2012-233 QPC du 21 février 2012, Mme Marine LE PEN (Publication du nom et de la qualité des citoyens élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle). Cette décision concerne l'ancienne règle de la publicité des 500 parrainages. Communiqué de presse</p> <p>-Décision n° 2020-849 QPC du 17 juin 2020, M. Daniel D. et autres (Modification du calendrier des élections municipales). Communiqué de presse</p> <p>L'expression de la souveraineté par la voie référendaire</p> <p>La question du recours au référendum sous la Ve République</p> <p>-Article 11 : Référendum législatif. -Article 89 : Référendum constituant.</p> <p>Le rôle du Conseil Constitutionnel dans le cadre du RIP</p> <p>-Voir le dossier sur le site du CC.</p> <p>L'absence de contrôle de constitutionnalité des lois référendaires</p> <p>-Décision n° 62-20 DC du 6 novembre 1962, Loi relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, adoptée par le référendum du 28 octobre 1962.</p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, Terminale) et éducation à la citoyenneté</p> <p>-SES (1^{ère})</p> <p>-Philosophie (Terminale)</p>	<p>Séquence SES (seconde et première)</p> <p>Jurisprudence constitutionnelle et droit de suffrage : la modification du calendrier des élections municipales.</p>

<p>Séparation des pouvoirs</p>	<p>Engagement de la responsabilité du Gouvernement sur un texte</p> <p>-Art. 49, al. 3, de la Constitution. -<u>Décision n°2015-715 DC, 5 août 2015.</u> <i>Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p>Le respect du caractère spécifique des fonctions juridictionnelles</p> <p>-Art. 16 de la DDHC de 1789 -<u>Décision n° 2011-192 QPC du 10 novembre 2011,</u> <i>Mme Ekaterina B., épouse D., et autres (Secret défense).</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p>Compétence du législateur pour instituer un état d'urgence sanitaire</p> <p>-11^{ème} alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 -<u>Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020</u> <i>Loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.</i> <u>Communiqué de presse</u></p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, Terminale) et éducation à la citoyenneté -Histoire 3^e et Terminale (1958) -SES (seconde) - Sciences et techniques sanitaires et sociales (Terminale ST2S) -Philosophie (Terminale) -DGEMC (Terminale)</p>	<p><u>Séquence Histoire (terminale)</u> <u>La séparation des pouvoirs,</u> <u>principe fondamental de la</u> <u>Constitution de 1958.</u></p>
---------------------------------------	--	--	---

<p>Décentralisation</p>	<p>Libre administration des collectivités territoriales</p> <p>-Art. 34 et 72, al. 3, de la Constitution. -Décision n° 2010-12 QPC du 2 juillet 2010 <i>Commune de Dunkerque (fusion de communes).</i> Communiqué de presse</p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, Terminales) -Histoire 3^e et Terminale -Géographie 3^e et Terminale -DGEMC</p>	
<p>LA CONSTITUTION DE 1958 ET LA PROTECTION DES DROITS ET LIBERTES</p>			
<p>PRINCIPES ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE</p>			
<p>Thèmes</p>	<p>Ressources constitutionnelles</p>	<p>Enseignements possibles</p>	<p>Propositions pédagogiques envisagées</p>

<p>Droits et Libertés</p>	<p>Liberté d'expression (y compris le droit d'expression collective des idées et des opinions qui renvoie dans la jurisprudence constitutionnelle au droit de manifester)</p> <p>Racisme/antisémitisme</p> <p>-Décision n°2015-512 QPC du 8 janvier 2016, <i>Délict de contestation de l'existence de certains crimes contre l'humanité.</i> <i>Communiqué de presse</i></p> <p>-Décision n°2015-492 QPC du 16 octobre 2015 <i>Associations pouvant exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.</i></p> <p>Droit d'expression collective des idées et des opinions</p> <p>-Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020 : <i>Loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.</i> <i>Communiqué de presse</i></p> <p>-Décision n° 2019-780 DC du 4 avril 2019 <i>Loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations.</i> <i>Communiqué de presse</i></p> <p>Délict d'entrave à l'IVG</p> <p>-Décision n° 2017-747 DC du 16 mars 2017, <i>Loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.</i> <i>Communiqué de presse</i></p> <p>Symboles de la République</p> <p>-Décision n°2003-467 DC du 13 mars 2003 <i>Loi pour la sécurité intérieure.</i> <i>Communiqué de presse.</i></p> <p>Liberté d'aller et venir</p> <p>-Décision n°2015 490 QPC du 14 Octobre 2015 <i>Interdiction de sortie du territoire des personnes soupçonnées de terrorisme.</i></p> <p>-Décision n° 2017-677 QPC du 1^{er} décembre 2017, <i>Ligue des droits de l'Homme (Contrôles d'identité, fouilles de bagages et visites de véhicules dans le cadre de l'état d'urgence).</i></p> <p>-Décision n° 2017-691 QPC du 16 février 2018, <i>M. Farouk B. (Mesure administrative d'assignation à résidence aux fins de lutte contre le terrorisme).</i></p> <p>-Décision n° 2017-695 QPC du 29 mars 2018, <i>M. Rouchdi B. et autre (Mesures administratives de lutte contre le terrorisme).</i></p> <p>-Décision n°2017-637 QPC du 16 juin 2017, <i>Refus d'accès à une enceinte sportive et fichier d'exclusion.</i></p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, 1^{ère} générale, technologie et professionnelle) -Histoire (3^e, Terminale) -SES (1^{ère}) -Philosophie (Terminale) -DGEMC (Terminale) -Droit et Economie (1^{ère} et Terminale STMG) -Economie et droit (voie professionnelle)</p>	<p><u>Séance Philosophie (terminale)</u> <u>La raison constitutionnelle : garantir les libertés.</u></p>
----------------------------------	--	---	--

Liberté de réunion et d'association

- [Décision n° 71 44 16 DC, Juillet 1971](#), Liberté d'association. Décision qui crée le « bloc de constitutionnalité ». Le « bloc de constitutionnalité » est une expression doctrinale utilisée pour désigner l'ensemble des normes de valeur constitutionnelle.
- [Décision n° 2016 535 QPC du 19 février 2016](#) Police des réunions et des lieux publics dans le cadre de l'état d'urgence. Communiqué de presse

Sûreté et liberté individuelle

- [Décision n° 2010 14-22 QPC du 30 Juillet 2010](#) Garde à vue Communiqué de presse
- [Décision n° 2008-562 DC du 21 février 2008](#), Loi relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental. Communiqué de presse
- [Décision n° 2013-367 QPC du 14 février 2014](#) Prise en charge en unité pour malades difficiles des personnes hospitalisées sans leur consentement. Communiqué de presse
- [Décision n° 2020-844 QPC du 19 juin 2020](#), M. Éric G. [Contrôle des mesures d'isolement ou de contention dans le cadre des soins psychiatriques sans consentement]. Communiqué de presse

Droit à la vie privée et familiale

Géolocalisation

- [Décision n° 2014-693 DC du 25 mars 2014](#), Loi relative à la géolocalisation.
- Droit à la vie privée et familiale et état d'urgence.*
- [Décision n° 2015-713 DC du 23 juillet 2015](#), Loi relative au renseignement.
- [Décision n° 2016-600 QPC du 2 décembre 2016](#), M. Raïme A. (Perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence III).
- [Décision n° 2017-677 QPC du 1^{er} décembre 2017](#), Ligue des droits de l'Homme (Contrôles d'identité, fouilles de bagages et visites de véhicules dans le cadre de l'état d'urgence).
- [Décision n° 2017-695 QPC du 29 mars 2018](#), M Rouchdi B. et autre (Mesures administratives de lutte contre le terrorisme).
- [Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020](#),

Loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (concernant le traçage des personnes atteintes par le covid-19 et de celles ayant été en contact avec ces dernières.

Accès aux données de connexion

- [Décision n° 2017-648 QPC du 4 août 2017](#), La Quadrature du Net et autres (Accès administratif en temps réel aux données de connexion).
- [Décision n° 2020-841 QPC du 20 mai 2020](#), Droit de communication à Hadopi.
[Communiqué de presse](#)

Droits de la défense

- [Décision n°2010-14/22 QPC 30 Juillet 2010](#), Présence de l'avocat de la garde à vue.
[Communiqué de presse](#)
- [Décision n° 2015-492 QPC du 16 Octobre 2015](#), Associations pouvant exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.
[Communiqué de presse](#)
- [Décision n° 2019-781 QPC, 10 mai 2019](#), M.Grégory M. (Sanctions disciplinaires au sein de l'administration pénitentiaire).

Spécificité de la justice pénale des mineurs

- [Décision n° 2002-461 DC du 29 août 2002](#), Loi d'orientation et de programmation pour la justice.
[Communiqué de presse](#)
 - [Décision n°2018-762 QPC du 8 février 2019](#), Régime de l'audition libre des mineurs.
[Communiqué de presse](#)
 - [Décision n° 2018-744 QPC du 16 novembre 2018](#), Régime de la garde à vue des mineurs.
[Communiqué de presse](#)
 - [Décision n° 2020-801 DC du 18 juin 2020](#), Loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet. La diffusion d'images pornographiques représentant des mineurs, d'une part, et la provocation à des actes de terrorisme ou l'apologie de tels actes, d'autre part, constituent des abus de la liberté d'expression et de communication qui portent gravement atteinte à l'ordre public et aux droits des tiers.
- « **Droit** » au logement
- [Décision n° 94-359 DC du 19 janvier 1995](#), Loi relative à la diversité de l'habitat.
 - [Décision n° 2015-470 29 QPC du Mai 2015](#),

	<p><i>Interdiction d'interrompre la distribution d'eau dans les résidences principales.</i> Communiqué de presse</p>		
<p>Egalité</p>	<p>Lutte contre les discriminations interdites -Décision n° 2006-533 DC du 16 mars 2006, <i>Loi relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.</i> -Décision n° 2007-557 DC du 15 novembre 2007, <i>Loi relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile, cons. 29.</i></p> <p>Egal accès à l'instruction -Décision n° 2020-834 QPC du 3 Avril 2020, <i>Communicabilité et publicité des algorithmes mis en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur pour l'examen des demandes d'inscription en premier cycle.</i> -Décision n° 2019-809 QPC du 11 Octobre 2019, <i>Droits d'inscription pour l'accès aux établissements publics d'enseignement supérieur.</i> Communiqué de presse</p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, 1^{ère} générale, technologie et professionnelle) -Histoire (3^e, Terminale) -SES (1^{ère}) -Philosophie (Terminale) -DGEMC (Terminale) Droit et Economie (1^{ère} et Terminale STMG) -Economie et droit (voie professionnelle)</p>	<p>Séquence SES (Terminale) La Jurisprudence constitutionnelle en matière de discrimination positive et de justice sociale.</p> <p>Séquence Economie-droit (voie professionnelle) Constitution et principe d'égalité entre les individus : l'exemple de la rémunération dans le cadre de la relation de travail.</p> <p>Droit et économie (première et Terminale STMG) Constitution et principe d'égalité : l'exemple de la rémunération dans le cadre de la relation de travail.</p> <p>Séquence DGEMC (Terminale) : Constitution et principe d'égalité : l'exemple du droit au logement.</p>
<p>Laïcité</p>	<p>-Décision n° 2012-297 QPC du 21 février 2013 <i>Traitement des pasteurs dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.</i> Communiqué de presse</p>	<p>-EMC (cycle 3 et 4, 2^{nde} générale et professionnelle et Terminales) -Histoire 3^e, Terminale</p>	

<p>Fraternité</p>	<p><u>-Décision n° 2018 717/718 QPC du 6 juillet 2018</u> <i>Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger.</i> <u>Communiqué de presse</u></p>	<p>-EMC (Cycle 3 et 4, 1^{ère} générale, technologique et professionnelle) -DGEMC (Terminale)</p>	<p><u>Séquence EMC (Troisième et première).</u> <u>La fraternité, principe à valeur constitutionnelle.</u></p>
<p>NUMERIQUE</p>			
<p>Droits et libertés</p>	<p>Liberté d'expression sur internet et les réseaux sociaux <u>-Décision n°2009-580 DC du 10 Juin 2009,</u> <i>Loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet.</i> Communiqué de presse <u>-Décision n°2011-164 QPC du 16 septembre 2011,</u> <i>Responsabilité du « producteur » d'un site en ligne.</i> Communiqué de presse <u>-Décision n°2020-801 DC du 18 juin 2020,</u> <i>Loi visant à lutter contre les contenus haineux.</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p>Droit de la défense <u>-Décision n°2019-802 QPC du 20 septembre 2019</u> <i>Utilisation de la visioconférence sans accord du détenu dans le cadre d'audiences relatives au contentieux de la détention provisoire.</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p>Géolocalisation <u>-Décision n° 2014-693 DC du 25 mars 2014,</u> <i>Loi relative à la géolocalisation.</i></p> <p>Accès aux données de connexion <u>-Décision n° 2017-648 QPC du 4 août 2017,</u> <i>La Quadrature du Net et autres (Accès administratif en temps réel aux données de connexion).</i> <u>-Décision n° 2020-841 QPC du 20 mai 2020,</u> <i>Droit de communication à Hadopi.</i> <u>Communiqué de presse</u></p>	<p>-EMC (Cycle 3 et 4, 2^{nde}, 1^{ère} générale, technologique et professionnelle Terminale générale et technologique -Enseignement de spécialité (HGGPSP) -DGEMC</p>	

Dématérialisation/ digitalisation		Economie-droit (voie professionnelle) Droit et Economie (1 ^{ère}) -DGEMC	
SANTE ET CORPS HUMAIN			
Bioéthique et droit médical	<p>-Décision n° 94-343/344 QPC du 27 Juillet 1994, Loi relative au respect du corps humain et loi relative au don et à l'utilisation des éléments produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal.</p> <p>-Décision n° 2015-727 DC du 21 janvier 2016, Loi de modernisation de notre système de santé.</p> <p>-Décision n°2017-632 QPC du 2 juin 2017 Procédure collégiale préalable à la décision de limitation ou d'arrêt des traitements d'une personne hors d'état d'exprimer sa volonté. Communiqué de presse</p>	<p>-EMC (cycle 4, Terminale) -Biotechnologie (2nde) -DGEMC (Terminale)</p>	
IVG	<p>-Décision n° 74-54 DC du 15 janvier 1975 Loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.</p> <p>-Décision n° 2001-446 DC du 27 juin 2001 Loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. Communiqué de presse</p> <p>-Décision n° 2017-747 DC du 16 mars 2017, Loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse. Communiqué de presse</p>	<p>SVT EMC (Cycle 4) Histoire (3^e, Terminale) DGEMC (Terminale)</p>	
Sexualité	<p>-Décision n° 2014-448 QPC du 6 février 2015, Agresion sexuelle commise avec une contrainte morale. Communiqué de presse</p> <p>-Décision n°2018-761 QPC du 1^{er} février 2019, Pénalisation des clients de personnes se livrant à la prostitution. Communiqué de presse</p>	<p>DGEMC (Terminale)</p>	

<p>Risque sanitaire</p>	<p>Vaccination <u>-Décision n° 2015-459 QPC du 20 mars 2015.</u> <i>Obligation de vaccination.</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p>Substances toxiques <u>-Décision n°2019-823 QPC du 31 janvier 2020.</u> <i>Interdiction de production, stockage et circulation de certains produits phytopharmaceutiques.</i> <u>Communiqué de presse</u></p> <p><u>-Décision n° 2015-480 QPC du 17 septembre 2015.</u> <i>Suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du Bisphénol A.</i> <u>Communiqué de presse</u></p>	<p>-Sciences et technologie (cycle 3) -SVT (cycle 4, 2^{nde}, 1^{ère}) -Option Santé et social (2^{nde}) -Prévention santé et environnement (voie professionnelle) -Sciences et techniques sanitaires et sociales (1^{ère} ST2S) -Sciences et techniques sanitaires et sociales (1^{ère} ST2S) -Biotechnologie 2^{nde} -EMC (cycle 3, 4, 2^{nde}) -DGEMC (Terminale)</p>	<p>Séquence SVT (troisième) : <u>La vaccination, un enjeu sociétal et constitutionnel.</u></p> <p>Séquence SVT (première) : <u>La vaccination, un enjeu sociétal et constitutionnel.</u></p> <p>Séquence ST2S (première) <u>Jurisprudence constitutionnelle,</u> <u>risque sanitaire et liberté</u> <u>d'entreprendre : l'exemple du bisphénol A.</u></p>
ENVIRONNEMENT			

<p>Préservation et mise en valeur de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité</p>	<p>-<u>Décision n° 2019-823 QPC du 31 janvier 2020</u>, <i>Interdiction de production, stockage et circulation de certains produits phytopharmaceutiques.</i> <u>Communiqué de presse</u></p>	<p>-Sciences et technologie (cycle 3) -SVT (cycle 4, 2^{nde}, 1^{ère}) -Prévention santé et environnement (voie professionnelle) -EMC (cycle 3, 4, Terminale générale et professionnelle) -Géographie (tous niveaux) -DGEMC (Terminale)</p>	<p><u>Séquence économie-droit (voie professionnelle)</u> <u>Constitution et protection de l'environnement : l'enjeu de la révision constitutionnelle proposée par la Convention citoyenne pour le climat.</u></p> <p><u>Séquence DGEMC (Terminale)</u> <u>Constitution et protection de l'environnement : l'exemple de l'alimentation durable.</u></p>
<p>Responsabilité face au risque et au préjudice environnemental</p>	<p>Principe de précaution -<u>Décision n° 2008-564 DC du 19 juin 2008</u>, <i>Loi relative aux organismes génétiquement modifiés, cons. 18 et 21.</i></p> <p>Principe de participation du public -<u>Décision n° 2012-262 QPC du 13 juillet 2012</u>, <i>Association France Nature Environnement [Projets de règles et prescriptions techniques applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation].</i></p>	<p>-Sciences et technologie (cycle 3) -SVT (cycle 4, 2^{nde}, 1^{ère}) -Biotechnologie (2^{nde}) -EMC Droit et économie (Terminale STMG) DGEMC (Terminale)</p>	<p><u>Séquence droit et économie (première et terminale STMG)</u> <u>Constitution, liberté d'entreprendre et protection de l'environnement.</u></p> <p><u>Séquence DGEMC (Terminale)</u> <u>Constitution et protection de l'environnement : l'exemple de l'alimentation durable.</u></p>
<p>ECONOMIE</p>			

<p>Droits et libertés économiques</p>	<p>Droit de propriété</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°2016-600 QPC, du 2 décembre 2016, Perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence III. Communiqué de presse <p>Liberté d'entreprendre</p> <p>Incompatibilité entre activités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°2015-516 QPC du 15 janvier 2016, Incompatibilité de l'exercice de l'activité de conducteur de taxi avec celle de conducteur VTC. Communiqué de presse <p>Interdiction de production et de commerce</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°2019-823 QPC du 31 janvier 2020, Interdiction de production, stockage et circulation de certains produits phytopharmaceutiques. Communiqué de presse -Décision n°2015-480 QPC du 17 septembre 2015, Suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du Bisphénol A. Communiqué de presse <p>Egalité de concurrence</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°2011-126 QPC du 13 mai 2011, Société Système U Centrale Nationale et autre (action du ministre contre les pratiques restrictives de la concurrence.) Communiqué de presse -Décision n°2018-754 QPC du 14 décembre 2018, Délit de vente pour de cession irrégulière de titres d'accès à une manifestation sportive, culturelle ou commerciale ou à spectacle vivant. <p>Liberté contractuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n° 2015-470 29 QPC du Mai 2015, Interdiction d'interrompre la distribution d'eau dans les résidences principales. Communiqué de presse <p>Liberté liée à la commande publique</p>	<p>-Prévention santé et environnement (voie professionnelle)</p> <p>-Economie-droit (1^{ère} et Terminale)</p> <p>-Droit et économie (Terminale STMG)</p> <p>-SES (Terminale)</p> <p>-DGEMC (Terminale)</p>	<p>Séquence droit et économie (première et terminale STMG) : Constitution, liberté d'entreprendre et protection de l'environnement.</p> <p>Séquence DGEMC (Terminale) Constitution et protection de l'environnement : l'exemple de l'alimentation durable.</p> <p>Séquence ST2S (première) Jurisprudence constitutionnelle, risque sanitaire et liberté d'entreprendre : l'exemple du bisphénol A.</p>
--	--	---	--

<p>Relations de travail</p>	<p>Temps de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°98-401 DC du 10 juin 1998, Loi d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail. Communiqué de presse -Décision n°2014 373 QPC du 4 avril 2014. Conditions de recours au travail de nuit. Communiqué de presse -Décision n° 2014 374 QPC du 4 avril 2014. Recours suspensif contre les dérogations préfectorales au repos dominical. Communiqué de presse -Décision n°2016-547 QPC du 24 juin 2016. Dérogations temporaires au repos dominical de salariés des commerces de détail à Paris. Communiqué de presse <p>Licenciement</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°2018-729 QPC du 7 septembre 2018. Sanction de nullité d'un licenciement économique. <p>Absence de contrat de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n° 2013-320/321 QPC du 14 juin 2013, M. Yacine T. et autre (Absence de contrat de travail pour les relations de travail des personnes incarcérées). <p>Rémunération</p> <ul style="list-style-type: none"> -Décision n° 2006-533 DC du 16 mars 2006, Loi relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. 	<p>-Prévention santé et environnement (voie professionnelle) -Economie-droit (voie professionnelle) -Droit et économie (Terminale STMG) -SES (Terminale) -DGEMC (Terminale)</p>	<p>Séquence Economie-droit (voie professionnelle) Constitution et principe d'égalité : l'exemple de la rémunération dans le cadre de la relation de travail.</p> <p>Droit et économie (première et Terminale STMG) Constitution et principe d'égalité : l'exemple de la rémunération dans le cadre de la relation de travail.</p>
------------------------------------	--	---	---